

Diaspora turque de France, Ankara à la manœuvre

Historien et politologue, Samim Akgönül est directeur du département d'Études turques de l'Université de Strasbourg où il enseigne la langue, l'histoire et la sociologie de la Turquie contemporaine. Il travaille plus particulièrement sur les minorités religieuses dont les non-musulmans en Turquie et les musulmans en Europe. La récente parution de son dernier livre (*voir encadré*) nous donne l'occasion de mieux comprendre les dynamiques transnationales à l'œuvre auprès des communautés originaires de Turquie en France.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN



Samim Akgönül

France Arménie : Dans votre ouvrage, vous estimez à 500 000 environ la population résidant en France qui, d'une manière ou d'une autre, a un lien avec la Turquie, qu'elle soit binationale ou non, musulmane, sunnite, kurde, alévie ou chrétienne. Est-ce que ces communautés sont plus tentées par le communautarisme et les mariages endogamiques que d'autres ? Pourquoi ?

Samim Akgönül : Depuis les premières enquêtes sur les immigrés en France dans les années 1970 jusqu'aux dernières, les originaires de Turquie ont souvent été dépeints comme *différents* des autres. La question d'une « exception turque » est récurrente. Comme souvent, ce stéréotype est erroné mais s'appuie sur des réalités sociologiques mesurables. Premièrement,

il n'y a pas une communauté turque mais des communautés originaires de Turquie qui sont souvent rivales. Par exemple, des relations d'affaire, de famille ou d'amitié entre un sunnite conservateur originaire de Malatya et un Français « de souche » peuvent être bien plus intenses que celles avec un alévi originaire de Malatya ! Deuxièmement, il faut souligner que le « communautarisme » est une question de classe sociale. Les originaires de Turquie appartenant à des classes sociales « supérieures », intellectuelles et financières, folklorisent leur appartenance culturelle turque et sortent plus facilement de la communauté que les originaires de Turquie appartenant à des classes sociales où le capital social est en grande partie occupé par l'appartenance ethnique et religieuse. Et enfin, il ne faut pas oublier que le « communautarisme » considéré comme danger et traité politiquement et médiatiquement comme tel, est une affaire française. La société française dénonce le communautarisme visible mais l'impose à travers toute une série de mesures visibles et invisibles (scolarisation, embauche, habitat social...). Donc, il n'est pas facile de dire que les originaires de Turquie sont communautaristes d'une manière sui generis, mais certains le sont, et certains encore le sont plus que d'autres, d'une manière visible.

Depuis la tentative manquée de coup d'État de 2016, Ankara investit massivement les structures communautaires en France pour mieux contrôler et mobiliser en faveur de la Turquie les enfants d'immigrés. Sur le terrain, comment ce contrôle se traduit-il et qui sont les principaux acteurs et relais d'influence d'Ankara sur le sol français ?

Les mécanismes d'intervention d'Ankara ont commencé à fonctionner à plein régime à l'automne 2016 avec plusieurs cibles : reprendre le contrôle du terrain d'éducation laissé aux gulénistes lors de la période d'alliance ; faire de même pour les médias ; convaincre les autorités nationales que les organisations labellisées gulénistes sont des terroristes (après avoir essayé de les convaincre pendant 10 ans qu'elles servaient le bien public). Mais au-delà de la lutte intestine avec les gulénistes, l'opportunité a été saisie par Ankara pour prendre tout



L'Institut Yunus Emre, une "Alliance française à la Turquie" ?

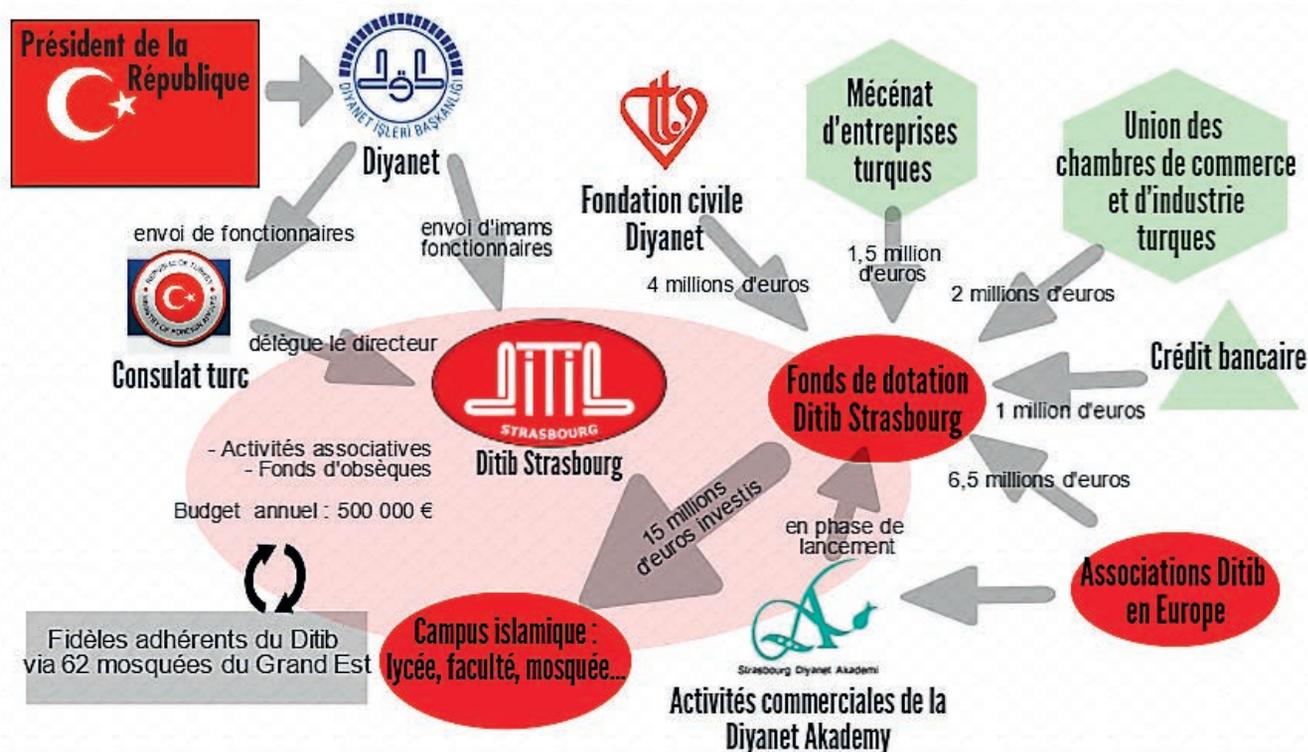
Allemagne plusieurs procès d'espionnage ont été ouverts, etc.) et le système des ELCOs a été supprimé en France comme plusieurs autres pays. La réponse d'Ankara n'a pas tardé en proposant la formation des imams à des jeunes turco-européens et turco-français (c'est le programme de la théologie internationale) et en signant – après avoir traîné les pieds – l'accord sur les Enseignants internationaux de langues étrangères (EILE). Mais il est indéniable que ces deux acteurs sont affaiblis. Ainsi, l'accent est mis sur de nouvelles structures comme les instituts Yunus Emre. Lors de la visite de Recep Tayyip Erdogan en janvier 2018, Emmanuel Macron avait donné son accord pour 5 instituts mais actuellement, seul celui de Paris a vu le jour et sert de mégaphone aux politiques de la Turquie.

en main et tout contrôler. Jusqu'à présent, les deux acteurs principaux pour contrôler la diaspora et servir de courroie de transmission du discours (trop changeant) de la mère patrie étaient le corps des imams et celui des ELCOs (1). Les deux sont en danger désormais. Dans tout l'espace européen, les imams de Turquie sont mis en cause (l'Autriche les a interdits, en

Une autre institution, qui peine à s'installer en France pour l'instant, est le réseau d'écoles Maarif, qui tentent de récupérer et remplacer les écoles gulenistes dans le monde. A ce jour, le Maarif France n'offre que du soutien scolaire. Il ne faut cependant pas oublier qu'il y a une école du type Imam Hatip à Strasbourg, dans les locaux du DITIB (2). Il s'agit du groupe scolaire privé, Yunus Emre, qui propose un collège et un lycée aux élèves d'origine turque.

Quelles sont les principales lignes de clivage qui se dessinent dans le paysage communautaire franco-turc depuis 2016 et la neutralisation des réseaux pro Fethullah Gülen, mais aussi à l'aune de la politique répressive contre les Kurdes et les minorités ?

Il faut séparer ces deux choses. Les gulenistes et les pro-AKP ont travaillé main dans la main pendant près d'une décennie quasiment partout, notamment en Asie centrale, aux États-Unis, dans les Balkans et enfin en Afrique. Cette coopération était plus faible en Europe occidentale car l'implantation du réseau guleniste y était moindre. Toujours est-il qu'après 2016, la chasse à l'homme a commencé en France aussi : fermeture des organes de presse comme le journal *Zaman France*, pression sur les Turcs afin qu'ils ne fassent plus affaire avec des firmes réputées gulenistes, pression sur le gouvernement français pour l'interdiction des écoles proches des gulenistes, pression sur les parents afin qu'ils n'envoient pas leurs enfants dans ces écoles, sermons anti-gulenistes dans les mosquées turques, etc. C'est un demi-échec car une école qui a subi d'énormes pressions comme Harmonie à Strasbourg, a pu se maintenir. La neutralisation dont vous parlez n'est pas complète, loin de là.



Le fonctionnement du DITIB (Diyanet Isleri Türk Islam Birliği - Affaires culturelles - Union turco-islamique) à l'échelle de Strasbourg



D.R.



D.R.

La communauté turque de France, terrain de bataille électorale pour les partisans du président Erdogan lors des législatives et présidentielles de 2018

En revanche, la politique répressive à l'égard des Kurdes et de la gauche radicale est une des constantes de la politique turque s'agissant de la diaspora et ce, même dans des périodes de détente relative. Quant aux non-musulmans, lorsqu'ils sont en dehors de la Turquie (comme les Arméniens mais aussi le Assyro-Chaldéens et dans une moindre mesure les Grecs), ils sont par définition ennemis de la Turquie et lorsqu'ils sont dans le pays, ils sont vus et traités comme des protégés de l'Empire ottoman, donc pas totalement affranchis de la tutelle turque.

Qu'en est-il de l'enseignement du turc en France ? On parle du développement des collèges Maarif et des lycées Imam-Hatip sans oublier les instituts Yunus Emre. N'est-ce pas ici la preuve d'une captation du discours historique et politique sur la Turquie par des organismes dépendants de la propagande du régime d'Ankara ? Et que peut faire l'Education nationale pour garder un droit de regard afin d'empêcher la diffusion d'un discours de type négationniste ou révisionniste ?

Comme vous le savez, il y a deux types d'écoles privées en France, « sous contrat » et « hors contrat ». Yunus Emre est hors contrat mais suit, comme n'importe quelle école privée, un programme scolaire adapté au cursus français, enrichi des

cours de langue turque et de religion musulmane à la turque. Bien évidemment, l'encadrement, l'atmosphère, le lieu (dans les locaux du DITIB en face de la mosquée) et les cours en question, font que le discours est un discours très connoté pro-régime. Maarif n'a pas encore pu ouvrir une école ni récupérer une ancienne école guleniste, comme c'est le cas en Afrique ou dans certains pays balkaniques par exemple. Il n'y a qu'un centre de soutien scolaire à Strasbourg. Mais ce qu'il faut retenir est l'acceptation des ELCO et maintenant des EILE venant de Turquie à qui la France donne le monopole d'enseignement de la langue et culture turques dans les écoles publiques françaises, par manque de moyen et par manque de volonté politique. Dites-vous que pour tout l'Hexagone, il n'y a que 7 enseignants de la langue et culture turque de l'Education nationale française. Cela fait des années qu'un CAPES de turc n'est pas ouvert et bien que les départements d'Etudes turques existent (à l'Université de Strasbourg, et l'INALCO à Paris) et peuvent former des futurs précepteurs, ce CAPES n'est pas ouvert. Donc, d'un côté la France se plaint de ces instructeurs venant de Turquie, et de l'autre côté, la même France ne se donne pas les moyens d'engager des enseignants dans l'Education française. Cette myopie politique est sidérante.

Quid de la formation des imams franco-turcs ? Vous mentionnez une « faculté » de théologie internationale à Istanbul, Ankara, mais aussi à Strasbourg. On sait que la France peine à créer un modèle national pour former les imams. Il existe pourtant l'institut al Ghazali dans les Yvelines... Quelle est votre analyse à ce sujet ?

Même analyse que les enseignants. Ankara a compris qu'à terme les imams envoyés de Turquie, qui ne connaissent nullement la France ni le français, ne seront pas acceptés par Paris. Mais comme Ankara ne veut pas perdre ce levier de contrôle et cet appareil de transmission idéologique, il n'était pas question de laisser la formation des imams à la France ou à un institut sous contrôle d'un autre État. Ainsi, le programme de « théologie internationale » a été créé, d'abord à Strasbourg. L'idée était de réunir les Euro-Turcs, de les former « à la turque » et de les renvoyer dans leurs pays respectifs. Mais ça n'a pas marché à

Strasbourg pour des raisons financières et de personnel enseignant. Le programme a été transféré à Ankara et Istanbul (Université Marmara) où les jeunes de tous les pays européens ont été réunis pour obtenir le diplôme de théologie internationale. Or, ces jeunes ayant fait des études universitaires ne veulent pas devenir imams ! Ainsi, pour l'instant, le programme existe mais ne forme pas les imams à proprement parler. La question de leur formation reste donc entière.

Vous vous inquiétez de l'avenir des instituts de recherche indépendants sur la Turquie. Vous-même dirigez le département d'Etudes turques de l'Université de Strasbourg. Avez-vous le sentiment d'être « en résistance » face au rouleau compresseur de l'État turc et ses puissants relais d'influence ?

Je dirige un département qui offre une formation complète d'Etudes turques, de la licence au doctorat en passant par le master. Ce département assure également des activités de recherches intenses en histoire, sociologie, géographie, politique et littérature. Et effectivement, « nous sommes libres » car nous ne dépendons ni financièrement, ni en termes de personnel, ni idéologiquement de la Turquie. Or, même constat de la myopie politique en France, nous ne nous sentons pas soutenus par nos tutelles dans ce besoin vital d'indépendance. L'Université, pour des raisons diverses, bloque les avancements de carrière, nous refuse l'ouverture de postes, nous met les bâtons dans les roues dans nos activités scientifiques, nous refuse un encadrement technique adéquat et pérenne, nous refuse le lancement d'une collection de livres, et j'en passe. C'est un combat quotidien pour obtenir un encadrement pédagogique de qualité et une production scientifique digne de ce nom. Je pense que nos tutelles n'ont pas encore compris l'importance aussi bien intellectuelle que stratégique d'un département d'Etudes turques, tant pour les originaires de Turquie en France que pour la société française en général. ■

(1) Dispositif d'enseignement de langue et de culture d'origine qui, selon le président Emmanuel Macron, serait un vecteur d'une forme de séparatisme au sein de la République.

(2) L'Union des affaires culturelles turco-islamiques de Paris.

LA TURQUIE « NOUVELLE » ET LES FRANCO-TURCS. UNE INTERDÉPENDANCE COMPLEXE

L'HARMATTAN, 2020, 206P. 22€

En l'espace de 20 ans, la Turquie dirigée par l'AKP a changé complètement de visage, évoluant à marche forcée d'une semi-démocratie laïciste à un régime islamo-nationaliste autoritaire qui polarise la société turque. Le livre décrypte tout un processus qui explique comment la Turquie en est arrivée là où elle se trouve aujourd'hui. L'auteur s'intéresse aux effets interactionnels multiples causés par ces changements sur la communauté turque de France. Estimée à environ 500 000 personnes, ces « Franco-Turcs » sont à la fois acteurs, victimes et catalyseurs de ces évolutions. Formée à la fois d'immigrés mais aussi de générations nées et sociabilisées en France, cette communauté hétéroclite reproduit sur le sol français les clivages qui ont lieu en Turquie. A l'aide d'une abondante bibliographie et d'entretiens réalisés auprès d'un échantillon de 47 « Franco-Turcs » qui s'expriment désormais avec des sentiments nationaux et religieux plus marqués, cette étude analyse les structures et les dynamiques de la société et de l'Etat en Turquie sur lesquelles reposent le succès et les échecs de l'AKP avant d'aborder la complexité des relations d'interdépendance qui lient la Turquie à cette diaspora. ■

T. Y.



Arthur Assurances

Courtier

Arthur Mkhitarian
Responsable

248 Avenue du 24 avril 1915
13012 Marseille
04 91 91 70 79

www.arthurassurances.fr
arthurassurances13012@gmail.com

Vous pouvez
nous retrouver également :

- 53 rue de la République
13400 Aubagne
- 160 rue de Rome
13006 Marseille

